

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 4 mars 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

- Lianghui : la cible de croissance du PIB à nouveau fixée « autour de 5 % » pour 2024

Banque et finance [\(ici\)](#)

- Finance verte : nouvelles exigences de divulgation ESG pour les entreprises cotées

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

- Relation Chine-UE : l'Union européenne démarre l'enregistrement des importations de véhicules électriques chinois
- Relation Chine-US : le MofCom réagit aux potentielles mesures américaines visant les véhicules connectés chinois
- Relation Chine – Afrique du Sud : le ministre Wang Wentao a rencontré son homologue sud-africain Ebrahim Patel

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

- Gouvernance : la Chine confirme ses ambitions technologiques à l'issue des « deux Assemblées »
- Batteries : le président de CATL évoque des projets de centres de R&D à Hong Kong

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

- Lianghui : la Chine rate sa cible en matière de réduction d'intensité énergétique de l'économie pour 2023, mais promet d'étendre son marché carbone cette année
- Climat / Énergie : les trajectoires d'intensités énergétique et carbone de la Chine dévient de ses objectifs 2025
- Électricité : Rapport d'analyse de la consommation électrique en Chine 2023-2024, China Electricity Council
- Énergie renouvelable : La concurrence affecte les bénéfices du secteur de l'éolien offshore en Chine en 2023
- Environnement / Climat : Le rapport de travail du MEE donne les axes pour la « construction d'une belle Chine » en 2024 et des chiffres en amélioration pour la qualité de l'air et de l'eau

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

- Maintien de fortes importations agricoles en Chine pour la prochaine décennie
- Volet agricole du rapport d'activité gouvernemental issu de la deuxième session de la 14ème Assemblée populaire nationale
- Les drones agricoles se développent pour former une économie de basse altitude en Chine

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

- Deux sessions : le gouvernement chinois pousse Hong Kong à s'investir davantage dans le développement de la GBA
- Immobilier : la HKMA appelle à la prudence des banques pour les prêts immobiliers

Macao [\(ici\)](#)

- Macroéconomie : le PIB de Macao a augmenté de 80,5 % en 2023
- Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de 19,7 % en janvier 2024

Taiwan [\(ici\)](#)

- PIB : Taïwan table sur une croissance de 3,43 % pour 2024
- Excès d'épargne : nouvelle hausse estimée pour 2024

Lianghui : la cible de croissance du PIB à nouveau fixée « autour de 5 % » pour 2024

Dans le cadre des *Lianghui* (réunion annuelle des deux assemblées parlementaires chinoises), les autorités ont dévoilé les objectifs et orientations de la politique économique pour l'année. La cible de croissance du PIB pour l'année 2024 est ainsi fixée « autour de 5 % », soit exactement le même niveau que l'an dernier.

Pour rappel, le FMI prévoit pour 2024 une croissance de 4,6 %. La croissance du PIB chinois en 2023 a atteint 5,2 %, bénéficiant notamment de l'effet de base lié à la réouverture du pays après une année 2022 compliquée (croissance de 3 %).

Les autres objectifs quantitatifs sont laissés dans l'ensemble inchangés : création de « plus de 12 millions » d'emplois urbains (NB : chiffre de créations brutes ; il s'agit du niveau enregistré l'an dernier), taux de chômage urbain « à environ 5,5 % » (proche de son niveau actuel, qui est 5,2 %), taux d'inflation « autour de 3 % » (contre -0,2 % en décembre, dernière donnée publiée), une croissance des revenus personnels « au même rythme que la croissance économique » et un « équilibre » de la balance des paiements.

Les politiques macroéconomiques (policy mix) resteraient légèrement accommodantes. Du côté de la politique budgétaire, toujours « proactive » selon les autorités, la cible de déficit public est ramenée à 3 % du PIB (contre 3,8 % en 2023). Le gouvernement a cependant annoncé l'émission de 1000 Mds RMB (0,8 % du PIB de 2023) d'obligations spéciales à très long terme. Les fonds levés, qui sont en dehors du périmètre du déficit public, sont destinés à « l'application des stratégies importantes de l'État et au renforcement des capacités en matière de sécurité dans les domaines clés ». La politique monétaire est annoncée « flexible », « précise » et « efficace », tandis que l'objectif de stabilité du taux de change est rappelé. Les autorités vont par ailleurs continuer à recourir à des instruments « structurels » de politique monétaire, tels que les facilités de prêts à taux préférentiels en faveur de certains secteurs.

Banque et finance

Finance verte : nouvelles exigences de divulgation ESG pour les entreprises cotées

Les trois principales places boursières chinoises (Shanghai, Shenzhen et Pékin) ont [dévoilé](#) le mois dernier un projet de règlement concernant la divulgation d'informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de la part des entreprises cotées. Il s'agit d'une extension progressive et d'une standardisation des obligations de déclarations à laquelle étaient déjà soumises les entreprises désignées comme polluantes par le Ministère de l'environnement.

A compter de 2026, les plus grosses entreprises, qui représentent plus de la moitié de la capitalisation boursière de ces trois places, seront obligées de publier ces données dans leurs rapports annuels, tandis que toutes les autres seront encouragées à le faire.

En pratique toutefois, une très large proportion de ces entreprises publiait déjà des rapports sur les thématiques ESG. Les nouvelles règles permettent de standardiser les éléments communiqués par les entreprises. Elles permettront, d'après [Xinhua](#), de distinguer auprès des investisseurs les entreprises vertueuses.

A noter que les domaines considérés dans ces critères de soutenabilité incluent également certains objectifs politiques chinois, tels que la « revitalisation rurale ».

Retour au sommaire [ici](#)

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-UE : l'Union européenne démarre l'enregistrement des importations de véhicules électriques chinois

La Commission européenne a [annoncé](#) le 6 mars le lancement de l'enregistrement douanier des importations des véhicules électriques chinois. Cette mesure ouvre la possibilité d'appliquer rétroactivement des droits de douane additionnels sur les voitures électriques chinoises. La Commission a par ailleurs indiqué avoir des éléments justifiant l'existence de subventions illégales de la part des pouvoirs publics chinois et estimé que les importations chinoises ont augmenté de 14% depuis l'ouverture officielle de l'enquête.

Pour rappel, le 4 octobre 2023, la Commission européenne a ouvert une enquête antisubventions concernant les importations de véhicules électriques à batterie en provenance de Chine. Si l'enquête démontre que les constructeurs automobiles chinois ont perçu des subventions illégales, des mesures définitives pourront être introduites au plus tard 13 mois après l'ouverture de l'enquête.

En réaction, la Chambre de commerce chinoise auprès de l'Union européenne a [exprimé](#) sa déception face à cette décision, affirmant que l'augmentation des importations reflétait la demande croissante de véhicules électriques en Europe.

Relation Chine-US : le MofCom réagit aux potentielles mesures américaines visant les véhicules connectés chinois

Le 29 février dernier, le Bureau de l'industrie et de la sécurité du Département américain du commerce a [lancé](#) une consultation publique sur un projet de réglementation visant à contrôler les flux de données collectés par les véhicules connectés – en particulier ceux produits tout ou en partie par des constructeurs automobiles chinois.

Le porte-parole du ministère chinois du Commerce (MofCom) [a réagi](#) en conférence de presse en dénonçant des mesures protectionnistes adoptées par les Etats-Unis ces dernières années et en exhortant le gouvernement américain à mettre en œuvre des conditions de concurrence équitable « pour les entreprises du monde entier ».

Relation Chine – Afrique du Sud : le ministre Wang Wentao a rencontré son homologue sud-africain Ebrahim Patel

Le 5 mars, le ministre chinois du Commerce WANG Wentao a rencontré son homologue sud-africain Ebrahim Patel à Pékin. Selon [le communiqué](#) publié par le ministère chinois du Commerce (MofCom), WANG Wentao a déclaré que la Chine était prête à travailler avec l'Afrique du Sud pour développer les flux commerciaux et les investissements croisés entre les deux pays. De son côté, Ebrahim Patel a indiqué que l'Afrique du Sud espérait développer davantage ses exportations de produits industriels et de produits agricoles vers la Chine. Le ministre sud-africain a également invité les entreprises chinoises à investir en Afrique du Sud – en particulier dans le secteur des véhicules électriques et des batteries.

Industrie et numérique

Gouvernance : la Chine confirme ses ambitions technologiques à l'issue des « deux Assemblées »

A l'occasion des sessions plénières annuelles de l'Assemblée Nationale Populaire et de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, les autorités ont fait part d'orientations priorisant clairement les objectifs de montée en gamme technologique et scientifique. En effet, les enjeux de modernisation du système industriel, de promotion des talents (« nouvelles forces productives de qualité ») et de développement scientifique apparaissent en 1ère et 2nde positions dans le rapport de travail du gouvernement, avant la relance de la demande intérieure (3ème). Des mesures spécifiques au développement technologique ont été annoncées :

- Augmentation du budget national pour la science et la technologie, qui sera porté à 370,8 Mds RMB (47 Mds EUR), en hausse de 10% par rapport à 2023 (contre +2% entre 2022 et 2023) ;
- Lancement d'une initiative « IA+ » destinée à stimuler la compétitivité de la Chine dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui devrait promouvoir le déploiement industriel de l'IA. Cette initiative réitère le message volontariste du gouvernement en matière de déploiement de l'IA ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 22 janvier 2024](#)) malgré l'absence actuelle de cadre réglementaire sur l'encadrement de l'IA ;
- Mise en place de mesures « pour résoudre les problèmes » constatés en matière de flux transfrontaliers de données numériques. L'échelon local (zones pilotes de libre-échange) pourrait être privilégié pour mener à bien la mise en place de ces mesures ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 15 janvier 2024](#)).

Batteries : le président de CATL évoque des projets de centres de R&D à Hong Kong

Le président de CATL, Robin Zeng, a récemment [déclaré](#) que son entreprise était en pourparlers pour établir des centres de recherche et développement (R&D) à Hong Kong. Le but serait de mettre au point de nouvelles technologies qui feraient ensuite l'objet d'accords de licence à l'international, lui permettant ainsi d'exporter des technologies de batteries, en complément des produits finis. À noter que CATL s'est déjà heurté à des [réticences](#) de parlementaires américains suite à son accord de licence pour une usine de batteries de Ford dans le Michigan.

Par ailleurs, sans évoquer de nouveaux projets d'implantations en Europe, Robin Zeng a affirmé que l'augmentation des investissements dans les usines de batteries en Europe permettrait de relancer la croissance du marché européen des véhicules électriques. Pour rappel, CATL est déjà implanté en Allemagne et en Hongrie.

Le président de CATL est membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois, un organe consultatif qui a tenu sa réunion d'ouverture le 4 mars à l'occasion des réunions des deux assemblées (« *lianghui* »).

Développement durable, énergie et transports

Lianghui : la Chine rate sa cible en matière de réduction d'intensité énergétique de l'économie pour 2023, mais promet d'étendre son marché carbone cette année

Les rapports du gouvernement et de la NDRC publiés à l'occasion des *lianghui* révèlent que la Chine n'a pas atteint sa cible pour 2023 en matière de réduction de l'intensité énergétique de l'économie (+[0,5 %](#) au lieu de l'objectif de -2 % par rapport à 2022, voir [brèves du 6 mars 2023](#)), ce qui pourrait amener in fine à rater la cible du quatorzième plan quinquennal en la matière. Cet échec peut certainement être attribué à la nature de la relance économique post-covid, fondée en grande partie sur l'industrie et la construction, et à la hausse de la consommation de charbon. Le rapport de la NDRC fixe un objectif plus ambitieux que celui de l'année dernière, avec 2,5 % de réduction. Une formulation volontariste est adoptée sur l'extension du marché carbone en 2024, après plusieurs années à repousser cette extension, peu après la publication des premières réglementations administratives en la matière (voir [brèves du 26 février 2024](#)), ainsi qu'une accélération des réformes des prix de l'énergie et de l'électricité au charbon. Enfin, la notion de « sécurité énergétique » semble moins mise en avant par les autorités – mais le charbon reste salué pour son « rôle crucial dans l'approvisionnement énergétique ».

Climat / Energie : les trajectoires d'intensités énergétique et carbone de la Chine dévient de ses objectifs 2025

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

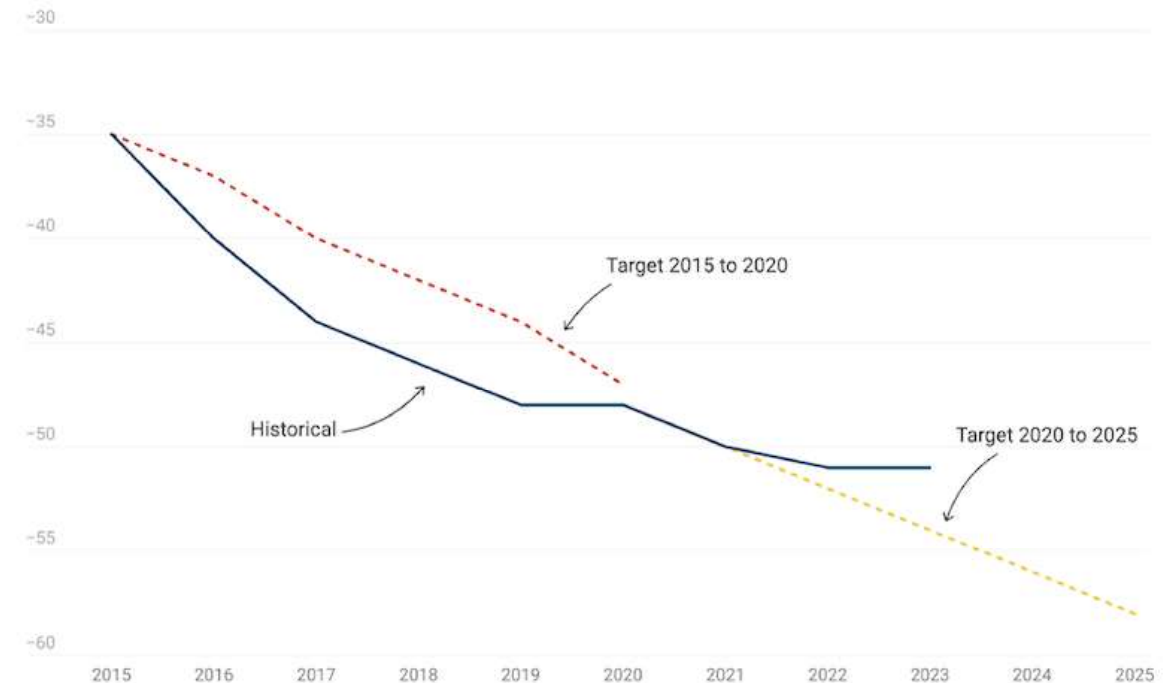
Selon [Carbon Brief](#), les émissions de CO2 chinoises ont augmenté de 5,2% en 2023, et même de 12% entre 2020 et 2023. Pour atteindre l'objectif du 14ème Plan Quinquennal qui prévoyait une réduction de l'intensité carbone (émissions de CO2 ramenées au PIB) de 18% entre 2021 et 2025, il faudrait que les émissions nettes diminuent de 4 à 6% annuellement en 2024 et 2025 (à noter que l'intensité carbone de la Chine a diminué de 48% entre 2005 et 2020). Les principaux facteurs qui ont porté la hausse des émissions de la Chine en 2023 sont la croissance de la production électrique au charbon (+6%, recours accru aux centrales thermiques pour compenser la perte de production hydroélectrique au printemps) et la consommation de pétrole (+8%). Les trois industries des « nouvelles énergies » (batteries, véhicules électriques, solaire PV) auraient contribué à un point de pourcentage de la hausse des émissions. Plusieurs autres objectifs fixés par la Chine entre 2021 et 2025 pourraient être difficiles à respecter : la réduction de l'intensité énergétique (OBJ : -13,5%, REEL 20/23 : -2%), la « limitation stricte » de la croissance de la consommation de charbon (4%

contre 0,5% sur la période 16/20), le « contrôle strict » des nouveaux projets de centrale au charbon, la croissance de la part des non-fossiles dans la consommation énergétique (OBJ : +4,1%, REEL 20/23 : +1,8%), la part de la croissance de la demande énergétique réalisée grâce aux renouvelables (OBJ : 50%+, REEL : 30%).

Déviation de la trajectoire d'intensité carbone

China beat its previous carbon intensity target but is now off track

Reduction in carbon intensity since 2005, %



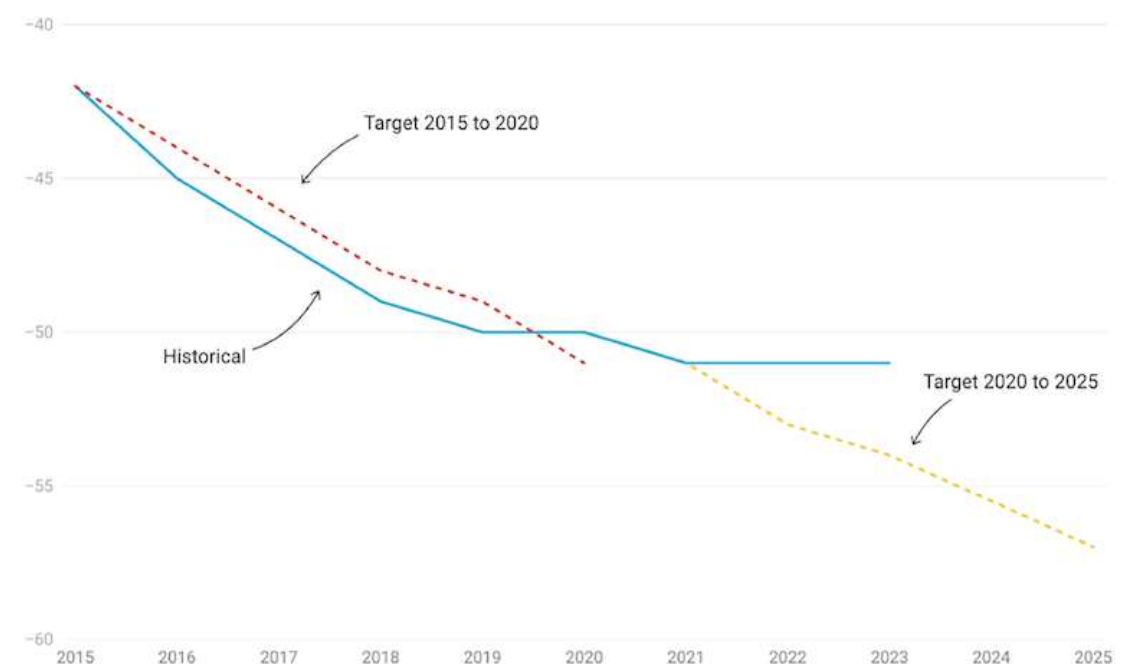
Source: Carbon intensity improvements until 2022 compiled from China's annual Statistical Communiques and aligned with the reduction reported until 2020 in China's official communication to the UNFCCC. Improvement in 2023 calculated from preliminary official energy data

CarbonBrief
CLEAR ON CLIMATE

Déviation de la trajectoire d'intensité énergétique

China's energy intensity target is now all but unachievable

Reduction in energy intensity since 2005, %



Source: Energy consumption growth until 2022 from national bureau of statistics annual data. Change in 2023 calculated from preliminary official energy data

CarbonBrief
CLEAR ON CLIMATE

Change in energy intensity since 2005, %, and targets under the 13th and 14th five year plans. Source: Energy consumption growth until 2022 from national bureau of statistics [annual data](#). Change in 2023 calculated from preliminary official energy [data](#). Chart by Carbon Brief.

Electricité : Rapport d'analyse de la consommation électrique en Chine 2023-2024, China Electricity Council

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

Le [China Electricity Council](#) a publié ses données les plus complètes pour l'année 2023 et projections pour 2024 :

- La consommation électrique de la Chine s'est établie en 2023 à 9220 TWh, en augmentation de 6,7% en un an. Pour 2024, ce chiffre devrait s'établir à 9800 TWh (+6%)
- La production électrique chinoise a été de 8910 TWh en 2023, en augmentation de 5,2% sur l'année. Noter que la production hydroélectrique a diminué de 23% sur un an du fait du niveau insuffisant des réservoirs et des faibles précipitations au premier semestre.
- La capacité installée en Chine fin 2023 est de 2920 GW, en augmentation de 14% sur un an [charbon 1160 GW, autre thermique 230 GW, nucléaire 57 GW, hydroélectricité 420 GW dont STEP 57 GW, éolien 440 GW dont terrestre 400 GW, solaire PV 610 GW]. Pour la première fois, la capacité installée de centrales fonctionnant au charbon représente moins de 40% de la capacité totale. En 2024, le CEC prévoit une augmentation de 12%, pour une capacité électrique totale de 3250 GW. Le solaire (+160 GW) et l'éolien (+90 GW devraient représenter les deux-tiers de la nouvelle capacité (et représenter en cumuler plus de 1300 GW à la fin de l'année).
- En 2023, 38 100 km de lignes de transport de plus de 220 kV ont été construites dans le pays.
- 850 TWh d'électricité a transité via les lignes UHV interprovinciales (environ 10% de la consommation, +10% sur l'année).
- Le volume de transactions de marché d'électricité a augmenté de 8% (5670 TWh), ce qui représente 61% de la consommation finale (dont 4430 TWh transactions de moyen et long termes).

Energie renouvelable : La concurrence affecte les bénéfices du secteur éolien offshore en Chine en 2023

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

Selon Trivium, l'un des principaux fabricants de turbines éoliennes chinois, Mingyang Smart Energy (3ème), a vu ses bénéfices diminuer de plus de 80% en 2023 par rapport à 2022. Mingyang n'est pas isolé et les autres acteurs du secteur ont rencontré des difficultés en 2023, principalement du fait d'un marché fortement concurrentiel (forte diminution d'année en année du prix des turbines). Le prix moyen des éoliennes terrestres est passé de 520 EUR/kW en 2012 à 200 EUR/kW en 2023, une baisse similaire étant constatée sur les éoliennes en mer (785 EUR/kW à 390 EUR/kW). L'éolien terrestre est en pleine expansion en Chine, à l'heure où les projets se multiplient dans les nouvelles bases d'énergie propre situées au Nord et à l'Ouest du pays. 2023 constitue d'ailleurs une année record en termes d'installation d'éolien terrestre en Chine (70 GW, soit deux fois les installations de 2022). Dans le même temps, les installations d'éolien offshore ont fortement ralenti depuis le pic de 2021 provoqué par la fin des subventions (17 GW, contre 5 GW en 2022 et 6 GW en 2023). Outre la

disparition des subventions, sont avancés comme facteurs explicatifs des conditions dégradées pour l'obtention des permis et une compétition accrue entre différents acteurs pour l'exploitation des espaces maritimes. Cela tend à encourager les projets situés de plus en plus loin des côtes, où les interactions avec les pêcheurs sont réduites.

Environnement / Climat : Le rapport de travail du MEE donne les axes pour la « construction d'une belle Chine » en 2024 et des chiffres en amélioration pour la qualité de l'air et de l'eau

Fin janvier 2024, le ministère chinois de l'Ecologie et de l'Environnement a présenté son rapport de travail annuel lors de la conférence nationale sur la protection écologique et environnementale. Le ministre HUANG Runqiu a notamment présenté les avancées du MEE en 2023 sur : 1) la lutte contre la pollution de l'air, de l'eau, du sol et des déchets solides et nouveaux polluants ; 2) la lutte synergique dans la réduction de la pollution et la réduction des émissions carbone et le « verdissement et la décarbonation du développement économique et social » (notamment avec le lancement de 21 villes et 43 parcs industriels pilotes, les avancées du marché carbone, du CCER, le plan méthane) ; 3) le renforcement de la supervision écologique (avec notamment la publication d'un plan biodiversité, [voir brèves du 29 janvier 2024](#)) et de la sécurité nucléaire ; 4) la mise en place de réformes de la gouvernance environnementale (100 standards environnementaux, lois adoptées, inspections environnementales, multilatéralisme).

Le MEE a ensuite précisé le concept de « construction d'une belle Chine », qui complète celui de « civilisation écologique ». Ce concept se traduit en grands axes d'action ([voir brèves du 26 février 2024](#)) avec notamment des zones pilotes aux niveaux social (écoles, etc), local et provincial (Beijing-Tianjin-Hebei, Yangtsé, Canton-Hong-Kong-Macao, bassin du fleuve jaune), de multiples synergies entre émissions de polluants/GES et développement économique, une amélioration de la gouvernance environnementale et plus d'incitations et de contraintes envers tous les acteurs pour protéger l'environnement.

A noter la mention de « l'étude du MACF européen », ainsi que des projets dans le cadre de la BRI verte (programme d'envoyés de la BRI Verte, programme d'échanges de talents dans la protection environnementale de la BRI, alliance internationale de la BRI pour le développement vert).

Le MEE reconnaît par ailleurs que les pressions structurelles dues au modèle économique de la Chine sur l'environnement augmentent, que la gouvernance de la protection écologique doit être améliorée (lacunes scientifiques, technologiques, de mécanismes de marché, de supervision, fraudes dans le reporting des données), et estime que les enjeux environnementaux sont politisés au niveau global (« certains pays occidentaux jouent la carte climatique », introduction de tarifications carbone).

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agro-alimentaire

Maintien de fortes importations agricoles en Chine pour la prochaine décennie

La Chine est aujourd'hui le premier pays importateur de denrées agricoles au monde. [Ses importations agricoles sont passées, en valeur, de 9 Mds USD en 2000 à 234,11 Mds USD en 2023. Ces importations vont encore augmenter dans les années à venir.](#) La Chine devrait rester le premier importateur mondial de soja en 2034, et importer 138 M tonnes soit 62,4 % du total du soja qui devrait être échangé sur le marché international dans les 10 prochaines années. Le cas échéant, cela représenterait une augmentation de 35 % du volume de soja importé par la Chine par rapport à 2023. Les autres produits destinés à l'alimentation animale connaîtront également une forte hausse des importations. D'ici 2034, les achats de maïs devraient augmenter de 40 % pour atteindre 26 M tonnes. Les importations de sorgho devraient elles augmenter de 78 % pour atteindre 9,1 M tonnes, et celles d'orge de 5 % pour atteindre 8,6 M tonnes.

Volet agricole du rapport d'activité gouvernemental issu de la deuxième session de la 14ème Assemblée populaire nationale

Le 5 mars, le gouvernement chinois a publié le rapport d'activité gouvernemental de 2024 lors de la deuxième session de la 14^{ème} Assemblée populaire nationale. Ce document présente plusieurs aspects concernant l'agriculture.

En 2023, la production céréalière s'est élevée à 695 MT. C'est une valeur record. Pour 2024, l'objectif de maintenir la production céréalière au-dessus des 650 MT est réitéré, comme chaque année depuis 2021.

S'inscrivant dans les orientations précédentes, le rapport relatif à l'agriculture réaffirme les priorités classiques portant sur la sécurité alimentaire, principalement à travers la production céréalière, le maintien des bons résultats obtenus dans la lutte contre la pauvreté rurale, et sur la revitalisation des zones rurales. En termes de nouveautés, on notera, d'une part, l'accent mis sur la volonté de garantir les revenus des agriculteurs, ce qui méritera de suivre sa traduction budgétaire (développement de l'assurance récolte ou relèvement des prix minimum pour compenser les coûts de production) et, d'autre part, une réflexion nouvelle pour consolider l'activité agricole dans les campagnes par une expérimentation de contractualisation à long terme des terres cultivées et par des efforts ciblés de formation afin de maintenir les compétences.

Le développement des drones agricoles contribue à « l'économie de basse altitude » en Chine

L'« économie de basse altitude » de la Chine est une industrie émergente stratégique d'une taille estimée de plus de [500 milliards RMB \(environ 70 milliards USD\) fin 2023](#), qui devrait atteindre 2 000 milliards RMB (soit 278 milliards USD) d'ici 2030, selon l'Administration de l'aviation civile de Chine (AACC). Le secteur agricole participe à ce développement.

Les drones pour la protection des végétaux constituent un segment porteur pour l'économie de basse altitude en agriculture. Ces drones phytoprotecteurs ont été développés très tôt dans le domaine agricole et sont à présent largement utilisés dans l'agriculture et la sylviculture. L'intégration de l'agriculture dans l'économie de basse altitude est propice à la diffusion de l'agriculture de précision et à la mise en place d'une conduite de culture plus performante et plus durable. Par ailleurs, les drones agricoles peuvent recueillir des données en temps réel sur le sol et les cultures afin d'aider les agriculteurs à pratiquer une agriculture de précision. Selon l'entreprise chinoise de drone agricole XAG, la capacité de travail d'un drone agricole est équivalente à la main d'œuvre de 80 personnes. XAG a renouvelé récemment le record de la performance opérationnelle des drones agricoles avec une [charge maximale de 70 kg](#), un débit de pulvérisation maximal de 30 litres/min et une vitesse d'épandage maximale de 280kg/min. XAG fait partie également des entreprises chinoises qui ont contribué au [projet de la ferme pilote de mécanisation agricole Chine-Brésil](#) en février.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Deux sessions : le gouvernement chinois pousse Hong Kong à s'investir davantage dans le développement de la GBA

Lors des « Deux sessions » du gouvernement chinois, le Premier ministre, Li Qiang a encouragé Hong Kong à tirer parti de ses « atouts spécifiques » pour jouer un rôle plus actif dans le développement de la *Greater Bay Area* (GBA). Cette déclaration témoigne de l'intention de Pékin de voir Hong Kong s'engager de manière plus dynamique dans la collaboration transfrontalière, notamment sur le plan financier.

Les analystes locaux ont noté que le discours de cette année mettait davantage l'accent sur l'implication de Hong Kong dans la GBA, par rapport au message de l'année précédente qui mentionnait simplement une « avancée supplémentaire » dans ce domaine. Le Premier ministre a néanmoins souligné l'importance de préserver « pleinement, précisément et fermement » le principe « un pays, deux systèmes » afin de garantir « l'autonomie et la gouvernance » de la RAS tout en améliorant les « conditions de vie » (*livelihood*) des Hongkongais, ce qui correspond notamment à un accès plus aisé au logement.

Immobilier : la HKMA appelle à la prudence des banques pour les prêts immobiliers

Une semaine après la suppression des taxes (*Buyers' Stamp Duty*, *Special stamp duty* et la *New Residential Stamp Duty for residential properties*) qui visaient à freiner la spéculation immobilière (voir [Brèves du SER de Pékin du 26 février 2024](#)), la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) a recommandé aux banques hongkongaises de faire preuve de prudence lorsqu'elles accordent des prêts aux acheteurs immobiliers.

La banque centrale *de facto* de Hong Kong a ainsi demandé aux banques qui accordent des prêts pour des transactions immobilières spéculatives (achat et revente très peu de temps après) « de mettre en place des mesures, des procédures et des contrôles de gestion des risques efficaces pour gérer les risques supplémentaires liés à ces transactions », selon un courriel envoyé aux banques par la HKMA.

Retour au sommaire [ici](#)

Macroéconomie : le PIB de Macao a augmenté de 80,5% en 2023

Les dernières statistiques du [Bureau des statistiques et du recensement](#) macanais font état d'une hausse du PIB de 80,5 % (g.a.) en 2023, dont une progression de 86,4 % au T4-2023 (g.a.). Les arrivées de visiteurs ont fortement augmenté (+394,9 %), ainsi que les exportations de services, qui ont bondi de 205,6 % en g.a. (dont +343,7 % et +127,9 % pour les exportations de services de jeux et de services touristiques respectivement).

Les dépenses publiques ont baissé de 17,7 % en raison de la fin de mesures de soutien économique. La consommation privée est par ailleurs en hausse de 17,2 %, ainsi que l'investissement (8,8 % en g.a.).

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de 19,7 % en janvier 2024

Les importations macanaises ont augmenté de 19,7 % à 1,55 Md USD en janvier 2024, dont +3,4 % pour celles en provenance de l'UE (480 M USD). Les importations de *matériaux de construction* ainsi que de *bijoux en or* ont respectivement augmenté de 103,9 % et de 73 %. Avec 14,4 % de part de marché, la France demeure le 1^{er} fournisseur européen de Macao (-13,6 % en g.a à 223 M USD), devant l'Italie et la Suisse.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

PIB : Taïwan table sur une croissance de 3,4 % pour 2024

Dans ses [prévisions publiées le 29 février 2024](#), la Direction générale du budget de la comptabilité et des statistiques (DGBAS) a revu à la hausse la croissance économique de Taïwan en 2024 à 3,4 %. La demande domestique, principal contributeur à l'économie de l'île (2,9 points), progresserait de 3,3 % en glissement annuel, grâce notamment à la hausse de la consommation privée (+2,6 % ; 1,3 point). L'investissement (+2,7 %) devrait apporter également une contribution positive (0,7 point) à l'économie, en raison de la reprise de l'activité du secteur privé (1,5 % contre -11,6 % en 2023, essentiellement au cours du 2ème semestre 2024 selon la DGBAS). L'investissement public devrait connaître une hausse de +9 %, le [budget dédié aux infrastructures publiques](#) atteignant un de ses niveaux les plus élevés (780 Mds TWD, soit 23 Mds EUR). Quant au commerce extérieur, la DGBAS anticipe un rebond des exportations (+5,9 %) et des importations (+6,2 %), et une contribution positive à la croissance de 0,51 point contre -0,45 point en 2023. Les dernières [prévisions du FMI](#) sur l'évolution du commerce mondial (biens et services), confirment également une reprise, passant de +0,4 % en 2023 à +3,3 % en 2024.

Excès d'épargne : nouvelle hausse estimée pour 2024

La DGBAS a récemment révisé à la hausse ses prévisions s'agissant de [l'excès d'épargne de Taïwan sur 2024, qui devrait atteindre 3 840 Mds TWD \(environ 114 Mds EUR \(15 % du PIB\)\)](#), soit une hausse de +16 % en g.a. et de +72 % par rapport à 2019 (2 230 Mds TWD ; 66 Mds EUR). La DGBAS observe que l'excès d'épargne, dépassant le cap de 3 000 Mds TWD/an au cours des cinq dernières années, reflète le ralentissement des investissements des entreprises plutôt conservatrices face au contexte de l'économie mondiale.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin
christian.gianella@dgtrésor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtrésor.gouv.fr